(¹)

(N° 2.)

Chambre des Représentants.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1859.

TABLEAU DES PROJETS ET DES PROPOSITIONS DE LOI ARRIÉRÉS.

I. — PROJETS DONT LES RAPPORTS SONT FAITS.

1. Révision du second livre du CODE PÉNAL, tit. VII et VIII. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 janvier 1858 (n° 48). Articles et amendements renvoyés à la commission. Rapport de M. Lelièvre, du 11 mai 1859 (n° 183).
2. PÉAGES sur le canal de CHARLEROI. Proposition faite par seize Représentants, le 25 février 1858 (n° 95). Rapport de M. Pirmez, du 12 mai 1859 (n° 195).
3. Révision des ÉVALUATIONS CADASTRALES. Projet présenté par le Gouvernement, le 3 février 1859 (n° 71). Rapport de M. Muller, du 14 mai 1859 (n° 200).
4. BUDGET du Ministère des FINANCES, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 mars 1859 (n° 107). Rapport de M. de Renesse, du 4 mai 1859 (n° 171).
5. MODIFICATIONS à la loi électorale, relatives aux ÉLECTIONS. Proposition faite par la section centrale, le 31 mars 1859 (n° 135) (1).

II. — PROJETS EN SECTION CENTRALE.

1. Caisse centrale de prévoyance pour les SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 juin 1858 (n° 246) (2).
2. Institution du système des WARRANTS. Projet présenté par le Gouvernement, le 3 février 1859 (n° 70) (3).
3. Complément du CRÉDIT de 450,000 francs pour continuer la construction de l'église monumentale de LAEKEN. Projet présenté par le Gouvernement, le 3 février 1859 (n° 75) (4).
4. BUDGET de la DETTE PUBLIQUE, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 26 février 1859 (n° 95) (5).

(1) Dans la séance du 16 avril 1859, après la clôture de la discussion générale, la discussion des articles a été renvoyée à la session suivante.

(2) Section centrale : MM. MULLER, H. DUMORTIER, DE RENESSE, CH. LEBEAU, A. VANDENPERREBOOM, VAN ISEGHEM.

(3) Section centrale : MM. VERMEIRE, DE BOE, VAN ISEGHEM, DAVID, MULLER, LOOS.

(4) Section centrale : MM. COPPIETERS 'T WALLANT, THIÉFRY, VAN ISEGHEM, DE LUESEMANS, VANDER DONCKT, J. JOURET. Un crédit provisoire de 400,000 francs proposé par la section centrale, dans son rapport du 12 mai 1859 (n° 192) a été voté par la Chambre, le 14 du même mois.

(5) Section centrale : MM. COPPIETERS 'T WALLANT, J. JOURET, DE CHENTINNES, LOOS, ALLARD, MOREAU.

5. BUDGET du Ministère de la JUSTICE, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 26 février 1859 (n° 94) (1).
6. POLICE ET DISCIPLINE MÉDICALES. Projet présenté par le Gouvernement, le 1^{er} mars 1859 (n° 100) (2).
7. BUDGET du Ministère des AFFAIRES ÉTRANGÈRES, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 mars 1859 (n° 103) (3).
8. BUDGET du Ministère de L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 mars 1859 (n° 106) (4).
9. BUDGET du Ministère des TRAVAUX PUBLICS, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 mars 1859 (n° 112). Amendement du 16 avril 1859 (n° 162) (5).
10. BUDGET des VOIES ET MOYENS, pour l'exercice 1860. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 mars 1859 (n° 113) (6).
11. Liquidation d'arriérés, en principal, de TRAITEMENTS D'ATTENTE et de TRAITEMENTS SUPPLÉMENTAIRES. Proposition faite par M. Lelièvre, le 30 mars 1859 (n° 154) (7).
12. PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 13 avril 1859 (n° 160) (8).
15. CRÉDITS extraordinaires et supplémentaires au budget du Ministère de L'INTÉRIEUR pour les exercices 1858 et 1859. Projet présenté par le Gouvernement, le 3 mars 1859 (n° 167) (9).
14. CRÉDIT de fr. 114,597-49 au Département des FINANCES. Projet présenté par le Gouvernement, le 12 mai 1859 (n° 194) (10).

III. — PROJETS RENVOYÉS AUX SECTIONS.

1. Institution d'une CAISSE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mai 1859 (n° 207). Sections du mois de mai 1859.
2. CRÉDIT de fr. 126,887-58 au Département des TRAVAUX PUBLICS. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 mai 1859 (n° 209). Sections du mois de mai 1859.

IV. — PROJETS RENVOYÉS A DES COMMISSIONS.

1. Modifications à la loi électorale, relatives au CENS D'ÉLIGIBILITÉ pour le SÉNAT. Projet transmis par le Sénat, le 11 novembre 1858 (n° 3) (11).
2. Révision du second livre du CODE PÉNAL, tit. V, IX et X. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 janvier 1858 (n° 48) (12).

(1) Section centrale : MM. LAUBRY, J. JOURET, DE LUESEMANS, LOOS, JULLIOT, MOREAU.

(2) Section centrale : MM. MULLER, H. DUMORTIER, DE CRENTINNES, ORBAN, VANDER DONCKT, DE BREYNE.

(3) Section centrale : MM. MULLER, H. DUMORTIER, FIRMEZ, VAN LEENPOEL, L. GOBLET, VAN ISEGHEM.

(4) Section centrale : MM. COPPIETERS 'T WALLANT, DE BOE, DE LUESEMANS, ORBAN, DE BRONCKART, PIRSON.

(5) Section centrale : MM. COPPIETERS 'T WALLANT, D'HOFFSCHMIDT, DE LUESEMANS, DE PAUL, L. GOBLET, GODIN.

(6) Section centrale : MM. VERNEIRE, J. JOURET, DE LUESEMANS, ORBAN, DE LIÈGE, NÉLIS.

(7) Section centrale : MM. DE RENESSE, THIÉFRY, LELIÈVRE, VAN ISEGHEM, MOREAU, B. DUMORTIER.

(8) Section centrale : MM. ORBAN, MULLER, TACK, VAN LEENPOEL, DE LUESEMANS, VERVOORT.

(9) Section centrale : MM. COPPIETERS 'T WALLANT, GODIN, ORBAN, DE LIÈGE, VANDER DONCKT, DE PAUL.

↳ Dans la séance du 24 mai 1859, le projet de loi a été adopté à l'exception du n° 1^{er} de l'art. 1^{er} sur lequel la section centrale s'est réservée de se prononcer.

(10) Section centrale : MM. DE BRONCKART, GODIN, ORBAN, DE LUESEMANS, MAGHERMAN, MULLER.

(11) Commission spéciale : MM. DE LIÈGE, DE NAEYER, DE LA COSTE, JULLIOT, LELIÈVRE, TACK, COPPIETERS 'T WALLANT.

(12) Commission spéciale : MM. DOLEZ, J. LEBEAU, LELIÈVRE, MONCHEUR, FIRMEZ, DE MUELENAERE, DE LUESEMANS.

V. — RAPPORTS SUR DES PÉTITIONS.

1. Fin du FEUILLETON DE PÉTITIONS n° 12 (n° 151).
2. Accise sur PEAU DE MER. Rapport fait par M. Jaquemyns, le 7 avril 1859 (n° 144) (1).
3. Libre sortie des CHIFFONS. Rapport fait par M. Sabatier, le 7 avril 1859 (n° 145).
4. Droits d'entrée sur les MOULES. Rapport fait par M. Janssens, le 14 avril 1859 (n° 157).
5. Droit d'entrée sur le HOUBLON. Rapport fait par M. Allard, le 12 mai 1859 (n° 191).
6. FEUILLETON DE NATURALISATION n° 5.

(1) Un amendement de M. J. Jouret a été renvoyé, dans la séance du 24 mai 1859, à l'examen de la commission permanente de l'industrie.